

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 octobre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CF1162

présenté par

Mme El Haïry, M. Mattei, M. Barrot, M. Duvergé, M. Laqhila, M. Balanant, Mme Bannier, M. Baudu, Mme Benin, M. Berta, M. Bolo, M. Bourlanges, M. Bru, M. Cubertaon, Mme de Sarnez, Mme de Vaucouleurs, Mme Deprez-Audebert, Mme Elimas, Mme Essayan, M. Fanget, Mme Florennes, M. Fuchs, M. Garcia, M. Hammouche, M. Isaac-Sibille, Mme Jacquier-Laforge, M. Joncour, M. Lagleize, M. Lainé, Mme Lasserre, M. Loiseau, Mme Luquet, M. Mathiasin, Mme Mette, M. Michel-Kleisbauer, M. Mignola, M. Millienne, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, M. Turquois, Mme Vichnievsky et M. Wasserman

ARTICLE 57

I. – À l’alinéa 8, après le mot :

« évaluation »,

insérer le mot :

« annuelle ».

II. – En conséquence, à la fin du même alinéa, substituer aux mots :

« six mois avant son terme »,

les mots :

« lors du dépôt du projet de loi de finances de l’année ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à renforcer l’évaluation de l’expérimentation proposée à travers l’article 57 en prévoyant une évaluation annuelle dont les résultats devront être communiqués à la CNIL et au Parlement au plus tard lors du dépôt du projet de loi de finances de chaque année.

L’évolution proposée présente deux avantages : elle permettra de réaliser des bilans intermédiaires de l’expérimentation, comme le préconise la CNIL dans son avis pour apprécier les modalités précises de conception et de mise en œuvre des algorithmes auto-apprenants susceptibles d’être

utilisés par les administrations fiscale ou douanière : si ces bilans intermédiaires révèlent d'importantes irrégularités ou difficultés, la CNIL pourra faire usage de son pouvoir de contrôle approfondi et préconiser toutes les mesures correctrices qu'elle jugera utiles ; elle sera l'occasion pour le Parlement d'être informé des suites de l'expérimentation qu'il a adoptée et, si nécessaire, d'y mettre un terme en abrogeant ces dispositions.